

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Laurent WEINSTEFFER

Revue du Mois

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1906, tome 8, p. 30-32

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

Revue du Mois

M. Armand Fallières, ancien président du Sénat, vient d'être élu président de la République française. Son seul concurrent sérieux était M. Doumer : et il a eu, sur lui, une majorité de 78 voix. Avec Doumer qui avait contre lui (et cela a suffi) MM. Combes, André et Pelletan, on aurait peut-être vu un peu de nouveau, en France : on lui attribue, en effet, des qualités sérieuses d'homme de gouvernement et on pensait qu'à la première magistrature de son pays, il aurait attaché un prestige qui fera défaut au nouvel élu. Le bon M. Fallières remplacera l'excellent M. Loubet : comme lui, il dira « amen » à tout... même à l'iniquité ; comme lui, il signera tout ce qu'on voudra, s'il reste encore quelque chose à signer après la rupture du Concordat. Il arrive, en effet, à un moment solennel, historique, puisqu'il vient au lendemain de ce congé fameux que l'Etat a signifié à l'Eglise et devant lequel avaient reculé les différents gouvernements qui se sont succédé, en France, dans le cours du siècle dernier. Il n'y a presque plus de congrégations en France : l'enseignement libre y agonise misérablement : le clergé séculier se voit frustré lui-même des revenus que lui garantissait le pacte concordataire : l'idée catholique se débat journellement contre les furieux assauts de la libre-pensée, et des ouvriers, vendus à la secte, travaillent à gratter le signe de la Croix du front de la nation très chrétienne. Sinistre et honteuse besogne que celle-là ! La mutilation du territoire n'est plus qu'un accident de maigre importance devant les ruines morales qui s'accumulent de toutes parts et l'apostasie officielle du gouvernement français laisse bien loin derrière elle la trahison de Bazaine et la capitulation de Sedan.

Pour que ce soit complet, il ne manque plus, aux hommes qui ont mis la France dans cette situation, que cette guerre dont on nous rabat les oreilles : oh !.. rassurons-nous pourtant ! La guerre ! Tout le monde en parle en France, en Allemagne, même chez nous ! Mais personne n'en veut, ou plutôt, personne ne la souhaite. Les trente-cinq ans qui nous séparent de 1870 n'en ont pas effacé le souvenir : et le Transvaal, la Mandchourie, celle-ci surtout, sont encore si présents à notre mémoire qu'il faut avoir perdu la tête, vraiment, pour recommencer, sous nos yeux, les atrocités et les horreurs contre lesquelles nous avons tous protesté. Qu'il y ait de la poudre en l'air, qui peut en clouter ? Messieurs les journalistes — *en* bons enfants qu'ils sont — font tout leur

possible pour nous calmer et se moquer de nos terreurs : ils nous apportent, en les commentant, les paroles ultra-pacifiques de Guillaume II, les sourires affectueux de Tattenbach, les assurances et les démonstrations cordiales des Membres de la Conférence d'Algésiras — hélas ! Nous demeurons toujours sceptiques et nous ne croyons qu'à moitié à la chaleur communicative des banquets. Nous nous disons, après tout, qu'il n'y a pas de fumée sans feu, et qu'on ne nous parlerait pas tant de danger s'il n'existait pas. Si conciliant que paraisse l'empereur, si souriant que semble Tattenbach, si rassurants que puissent être les congressistes à Algésiras, nous ne sommes plus sûrs du lendemain. Les politiciens eux-mêmes ne peuvent nous garantir le lendemain ! La question du Maroc, parbleu ! n'est qu'un prétexte — et on nous l'a dit aussi — pour régler des affaires pendantes depuis longtemps : et ces affaires que nous ne connaissons même pas toutes, pourraient s'envenimer à tel point qu'un beau matin M. de Tattenbach lui-même soit obligé, par ordre, d'envoyer ses témoins à M. Revoil, le représentant de la France : et puis après, vive le canon !

Le canon ! Mais il est — et c'est triste à dire — le suprême argument des républiques et des empires : on ne se rend que lorsqu'il a parlé et lorsqu'il n'y a plus aucune illusion à avoir. Si encore on ne le voyait placé qu'aux frontières qui séparent les nations ! Mais, si vous avez lu les affreuses péripéties de la révolution moscovite, vous avez pu être édifié de la manière dont le gouvernement du czar s'entendait à réprimer les désordres : du sang, partout du sang, toujours du sang. Faut-il qu'ils aient le mépris de la mort tous ces moujiks, pour qu'il surgisse toujours de nouveaux combattants derrière les victimes qui tombent !

Si pourtant la guerre venait à éclater de nos côtés, le « petit père » aurait sans doute de la peine à prêter son appui à la nation amie et alliée et il lui serait impossible, comme le dit le proverbe, de courir deux lièvres à la fois. Une fois déchaînées, les révolutions ne s'arrêtent pas quand on voudrait. On n'arrive pas facilement à maîtriser les mouvements populaires qui ont mis des siècles à couvrir : ils ne se calment d'un côté que pour renaître de l'autre, pareils à ces polémiques de presse qui trouvent sans cesse un nouvel aliment et qui désolent les amis de la paix et du « dolce farniente ». Que de questions, que d'affaires qu'on croyait endormies, oubliées à jamais, qui reprennent plus de force, plus d'acuité, grâce à des circonstances imprévues que d'habiles metteurs en scène savent faire servir à leurs haines, à leurs intérêts ou à leurs ambitions ! Telle Affaire (un grand A s. v. p.) telle Question (n'oubliez pas la majuscule !) redevient actuelle au moment où l'on s'y attendait le moins : les apologistes les plus distingués, les avocats

les plus éloquents, les raisons les plus décisives, les arguments les plus probants tout, absolument tout, disparaît devant la mauvaise foi quand il lui semble opportun... de servir ses vieux clichés.

Pour le moment, la France catholique attend la voix du pape : elle attend, disons-nous, qu'il se prononce pour ou contre la loi qui a décrété la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ce qui est certain, c'est que le pape ne se presse pas : et ce n'est pas nous qui lui donnerons tort. Ce qui nous étonnerait davantage, par exemple, ce serait le retard des catholiques français à envisager la situation telle qu'elle est. Il n'en est rien heureusement et nous avons tout lieu d'espérer que les évêques seront soutenus par les prêtres et par les laïques dans la réorganisation qui s'impose. Avec de l'énergie et une grande confiance en l'avenir, aidé par le mépris qui, un jour ou l'autre, retombera sur les persécuteurs pour les faire disparaître ou les faire changer de politique, l'Eglise de France pourra défendre ses derniers retranchements et peut-être même regagner quelques unes des positions qui lui ont été enlevées. Comment ne nous intéresserions-nous pas à cette lutte « pro aris et focis » qui a un tel retentissement dans l'Europe entière et qui excite autant de sympathie chez les uns que de colère chez les autres ? Un poète ancien déclare qu'il s'intéresse à tout ce qui est humain parce qu'il est homme : comme catholique, comme simple chrétien, pouvons-nous « ignorer » ce qui met en jeu les intérêts traditionnels et sacrés de la grande famille à laquelle nous appartenons ? Il ne s'agit pas de savoir si tel ou tel parti politique triomphera de ses adversaires : la question est plus grave que cela : il s'agit de savoir si le Christ sortira encore une fois vainqueur de cette lutte gigantesque dont le Kulturkampf français n'est, en somme, qu'une nouvelle étape, ou plutôt il s'agit de voir comment se comporteront, en France, les défenseurs-nés du principe chrétien et comment ils transmettront, à l'avenir, l'héritage de foi que les siècles leur ont laissé.

Plus d'un de nos lecteurs trouvera peut-être que l'année 1906 commence fort mal : la Révolution en Russie, la Séparation en France, le point noir marocain... et tout le reste..., ne leur donnent que trop raison. Mais l'homme s'agite et Dieu le mène : c'est si élémentaire, cela ! ne l'oublions pas ! A Lui le dernier mot : qu'en tout, toujours et partout, Sa Volonté soit faite !

L. W.